



**HAL**  
open science

## Coronavirus : Des questions pour l'aménagement et l'urbanisme

Abderrahim Benali, Abdelilah Abdouh

► **To cite this version:**

Abderrahim Benali, Abdelilah Abdouh. Coronavirus : Des questions pour l'aménagement et l'urbanisme. Revue Faculté des lettres et sciences sociales université Cadi Ayyad, Marrakech , 2022, 1 (Pandémie Coronavirus et approches des sciences sociales (ouvrage collectif)), pp.17-30. hal-04132083v2

**HAL Id: hal-04132083**

**<https://hal.science/hal-04132083v2>**

Submitted on 4 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Coronavirus : Des questions pour l'aménagement et l'urbanisme

Pr. Abderrahim BENALI <sup>1</sup>, Dr. Abdelilah ABDOUH<sup>2</sup>

Faculté des lettres et sciences sociales université Cadi Ayyad, Marrakech

**ملخص :** جائحة كورونا الى وضع مجموعة من التساؤلات حول مختلف حياتنا و كذا على خيارات السياسات العمومية الصحية و الاقتصادية و الاجتماعية العالمية و الوطنية، نتاول في هذا المقال بالتحليل تأثيرات الجائحة على تصورنا لإعداد التراب و التعمير بالمغرب و التساؤل هل الوضع الحالي يفرض علينا الرجوع الى مقاربات الاعداد و التعمير السابقة ذات الابعاد الامنية و الصحية ، أو اعتماد نموذج جدي.

الكلمات المفاتيح : جائحة كوفيد، إعداد التراب، التعمير، الاسكان، التمايز المجالي، مرجع اعداد التراب و التعمير بالمغرب

**Résumé :** Le coronavirus a certainement mis en question plusieurs aspects de nos vies, mais aussi les choix passés en matière des politiques mondiales et nationales sanitaires, économiques, et sociales Dans cet article, il est question d'analyser l'impact du COVID19 sur notre perception de l'aménagement et de l'urbanisme au Maroc. Nous posons aussi la question suivante : Est ce que la situation actuelle interpelle le retour à des approches urbanistiques anciennes adoptées dans des circonstances similaires qui ont interpellés les volets sécuritaire et hygiénique ? Où allons-nous vers un nouveau modèle d'aménagement et d'urbanisme ?

Mots clés : Aménagement du territoire, urbanisme, habitat, ségrégation spatiale, référentiel de l'aménagement et d'urbanisme, urbanisme au Maroc, Coronavirus

**Abstract :** The coronavirus has certainly called into question several aspects of our lives, but also past choices in terms of global and national health, economic, and social policies In this article, it is a question of analyzing the impact of COVID19 on our perception of development and urban planning in Morocco. We also ask the following question: Does the current situation call for a return to old urban planning approaches adopted in similar circumstances that called into question the security and hygiene aspects? Where are we heading towards a new model of development and urban planning

Keywords: Spatial planning, urban planning, habitat, spatial segregation, planning and urban planning reference, urban planning in Morocco, Coronavirus

## **Introduction :**

Le coronavirus a certainement mis en question plusieurs aspects de nos vies, mais aussi les choix passés en matière des politiques mondiales et nationales sanitaires, économiques, et sociales. Il pose la question de la capacité du monde et de l'espèce humaine à coopérer efficacement devant un problème mondial, et l'efficacité des systèmes sanitaires et sociaux nationaux. La pandémie mondiale a certainement mis à nu l'insuffisance, des politiques publiques sociales mondiales, régionales, et nationales, due aux restrictions

<sup>1</sup> Professeur de l'enseignement supérieur FLSH (UCA), directeur du laboratoire géomorphologie, environnement et société

<sup>2</sup> Docteur en géographie et Aménagement (Laboratoire de géomorphologie environnement et société), Agence Urbaine de Safi Youssoufia

budgétaires, qui touchent en premier et partout dans le monde les politiques de santé et d'éducation, et aux faiblesses des politiques distributives.

Le coronavirus vu son aspect épidémiologique son ampleur mondiale, se pose comme une question existentialiste, puisqu'elle concerne l'espèce humaine et la planète toute entière. Dans cette optique, en plus d'être une occupation de la virologie, il est aussi objet des toutes les sciences de l'homme et de la nature.

Quotidiennement, on peut observer le monde en action, les Etats en action, l'humanité en action, la priorité est donnée à l'indignation de la pandémie. Les principales caractéristiques de cette action sont, d'abord, la complexité de son objet très mal défini voir méconnaissable, ensuite, le désordre et l'individualisme de l'action publique mondiale qui essaie, d'une part, de consolider les expériences mondiales, et d'autre part, puiser dans les spécificités nationales économiques, sociales, humaines et culturelles, et enfin le manque général de visibilité.

Mais combien de leçons allons-nous en tirer par la suite ? Peut être, dans une approche rétrospective, allons nous poser la question de l'origine de notre fléau<sup>3</sup> ? Qu'il est le devenir de notre monde remodelé par une expérience pénible et marquante ? Ces questions seront posées par les chercheurs dans toutes les sciences et les disciplines, les réponses auront une multitude de couleurs mais refléteront l'espoir, condition indispensable de l'homme et de la science par excellence.

Dans cet article, il est question d'exposer quelques réflexions sur le coronavirus et son impact sur notre perception de l'aménagement et de l'urbanisme au Maroc. Nous posons aussi la question suivante : Est ce que la situation actuelle interpelle le retour à des approches anciennes adoptées dans des circonstances similaires ? Ou allons-nous vers un nouveau modèle d'aménagement et d'urbanisme ?

## **1. Coronavirus : géographie et aménagement**

La crise du COVID 19 au niveau mondial a mis en avant une lecture géographique et territoriale qui est devenue familière et formalisée aussi bien dans le discours politique que dans le discours médiatique. Dans cette perspective, Le Maroc n'est pas une exception.

---

<sup>3</sup> Comme Hanna Arendt l'a posé pour le totalitarisme dans son livre les origines du totalitarisme.

## 1.1 La dimension géographique et territoriale

La propagation géographique de l'épidémie n'est pas uniforme par région du monde et du Royaume, et sa répartition territoriale interpelle une analyse géographique susceptible de présenter des explications voir répondre à des questionnements plus avancés. La lecture simple de la carte mondiale montre qu'il y a des espaces géographiques, des climats, des reliefs, des démographies, de la sociabilité, des activités humaines..., touchés plus que d'autres.

Il faut rappeler que l'espace géographique peut être perçu selon plusieurs modalités : modalité de l'action pour l'espace produit par les sociétés, modalité de la connaissance ou de la cognition pour l'espace perçu et représenté, modalité de l'existence humaine pour l'espace vécu. Ces différentes manières de perception ne pourraient s'imaginer sans la forme espace qui organise et structure toute perception humaine de l'extériorité, ou sans l'inévitable rencontre des rugosités de l'espace physique<sup>4</sup>. L'analyse des effets coronavirus fait appel à ses différentes modalités spatiales et y puise ses grilles de lecture.

A cet égard, Le retour à la géographie est une quête d'holisme capable d'appréhender la complexité du phénomène en faisant le lien entre géographie physique et naturelle et géographie humaine, et sur la base des différentes grilles d'analyse géographique plusieurs hypothèses peuvent être avancées et vérifiées.

Le coronavirus acquiert aussi une dimension territoriale dans le sens où Le territoire intègre deux notions fondamentales : la première correspondant à un processus d'appropriation d'une portion de l'étendue terrestre par un groupe social, et la deuxième relève du domaine juridique qui fait du territoire un espace terrestre appropriée et gérée par un groupe social comme une unité de fonctionnement. Ainsi, Le territoire peut donc être assimilé à un système spatial, c'est-à-dire une unité organisée évoluant dans un environnement en fonction d'interactions avec les groupes sociaux<sup>5</sup>. Toutefois, ce système ouvert<sup>6</sup> réagit aux

---

<sup>4</sup> Di Méo Guy, De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie L'information géographique, n°3, 1998, P.105

<sup>5</sup> Bernadette MERENNE-SCHOUMAKER, Les disparités et les dynamiques territoriales Introduction méthodologique, Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, 1994, P. 6

<sup>6</sup> Un système ouvert est un système qui interagit en permanence avec son environnement. L'interaction peut se faire via des informations, de l'énergie ou des matières transférées vers ou depuis les frontières du système, en fonction de la discipline qui définit le concept. La notion de système ouvert s'oppose à celle de système isolé qui n'échange ni énergie, ni matière, ni information avec son environnement (<https://fr.wikipedia.org/>)

influences et phénomènes externes, et il est capable d'élaborer et mettre en œuvre une action territoriale.

## **1.2 Coronavirus et action territoriale : risque et opportunité**

La différenciation entre territoire contaminé/territoire non contaminé se présente comme un pré requis à l'action d'intervention territoriale durant cette crise mais aussi après le coronavirus et avec ce qui s'ensuit par rapport au dynamiques territoriales à déclencher ou à mettre en veilleuse.

Un nouveau risque différent des risques conventionnels : catastrophes naturelles, risques industriels, environnementaux, est détecté, identifié, classé, et évalué. De ce fait, une autre différenciation s'établie entre territoire à risque mineur de contagion /territoire à risque moyen de contagion/territoire à risque majeur de contagion. Selon cette perspective, la gestion du risque devient en général un aspect à prendre en compte dans la gestion territoriale, et en particulier une entrée (input) principale dans la conception stratégique, la planification tactique, et la réalisation opérationnelle de l'action d'aménagement territorial.

Certes, le risque majeur ne peut être identifié comme tel que par addition de ces différentes variables : criticité, probabilité d'apparition, probabilité de non détection, gravité mais surtout par ce qu'il représente une incertitude pour les territoires à long, moyen, et court terme, lors de l'élaboration, la mise en œuvre, et l'évaluation des plans de développement.

Mais le coronavirus comme tout risque territorial, porte aussi une opportunité à saisir à condition de faire appel à l'intelligence territoriale, à l'innovation, à la résilience, au management des ressources, et au repositionnement stratégique.

Ainsi la représentation géographique et cartographique doit prendre en compte cette donnée à la fois géographique et alphanumérique, et qui constitue, aujourd'hui, une réalité territoriale et deviendra par la suite l'histoire du territoire qui faussera toute dépendance au sentier<sup>7</sup> de l'action territoriale visant l'aménagement, la planification et la gestion urbaine.

---

<sup>7</sup> Dépendance au sentier path dependence en anglais, est une théorie expliquant comment un ensemble de décisions passées peut influencer sur les décisions futures

### **1.3 Le besoin de régionalisation**

La région comme entité géographique est appelée maintenant à devenir le principal porteur et meneur des politiques régionales économique, sociales, culturelles, et sanitaires. La prise de décision régionale, l'initiative régionale, et l'indépendance de la région en matière de planification stratégique et d'action de développement doit être un sujet majeur de réflexion. Certes, la régionalisation au Maroc a connu un progrès notable en matière de compétences, démocratisation de l'organisation et de la gestion, mais la crise du coronavirus a encore une fois démontré la suprématie de l'Etat par rapport à la région.

Aucune région n'a adopté une stratégie régionale propre pour parer à l'extension du coronavirus, aucun discours politique et médiatique régional adressé à la population, aux acteurs régionaux n'a été développé. Ce silence montre une incapacité de réaction en situation de crise. Et alors que le découpage régional de la propagation de l'épidémie est fait chaque jour, les régions les plus touchées et aussi les moins touchées ne se sentent aucunement concernées ou au moins insinues par le silence que la pandémie est l'affaire de l'Etat.

Une pareille allégation est fautive. Car seules les régions peuvent penser et mettre en œuvre des actions territoriales concrètes et participatives pour lutter contre le coronavirus et façonner des plans de relance économique, sociale adaptés à l'après coronavirus. Les particularités territoriales tracées malheureusement par l'épidémie interpellent la spécificité régionale par rapport à la reprise de l'activité économique, la reprise de l'enseignement, et les mesures particulières à prendre et qui doivent être fruit d'une réflexion régionale basée sur l'intelligence et la culture régionale.

Cette crise ne doit pas redéfinir la relation Etat-région, mais renforcer le choix constitutionnel et politique adopté par le Royaume. Les choix économiques mais aussi d'aménagement et de développement ; affectation des activités dans l'espace, mobilisation des ressources régionales, et politiques distributives, sont du ressort de la région. De ce fait, cette entité doit à la fois développer et guider le développement des territoires, et constituer une conscience régionale responsable vis-à-vis des risques. Et puisque toute crise et tout

risque renferme une opportunité qu'il faut percevoir et saisir. La région doit se saisir des fenêtres d'opportunité<sup>8</sup> ouvertes par la pandémie.

#### **1.4 Des métropoles aux villes petites et moyennes**

La différenciation de territoire contaminé/territoire non contaminé est un prélude pour la mobilité des populations et le choix de résidence. La métropole fait peur, elle couve la pandémie, et tous ses atouts tant enviés par le passé sont des facteurs de prolifération du virus. L'attraction des villes moyennes et petites, grâce à leurs offres de dé densification, d'espaces ouverts, d'espaces à vivre plus grands et respectant une distance tant appréciée aujourd'hui, est une réalité<sup>9</sup>. Il faut imaginer que les nouveaux exodes se feront vers ces villes et non vers les métropoles.

Les nouvelles opportunités offertes par les villes petites et moyennes, comme un espace à privilégier maintenant et dans le futur, notamment par son cadre de vie sain et non pandémique, met en question les priorités de l'aménagement de territoire. En fait, ces villes sont certainement les délaissées de l'aménagement de territoire aussi bien au niveau mondial que national. Elles souffrent d'innombrables aspects d'inégalité et de marginalisation territoriale à savoir : l'inadaptation de leurs équipements notamment de santé et d'éducation, la fragilité de leur économie, l'insuffisance des actions de développement...

L'exode choisie ou prescrite vers ces villes s'impose et s'imposera comme un choix ou comme une nécessité qui exigera une déconcentration des fonctions, des services, de l'activité économique, et le renforcement des connexions territoriaux, surtout avec la possibilité d'installation de nouvelles habitudes professionnelles et urbaines après le coronavirus tels que le télétravail, la distance de sécurité, le confinement qui redéfiniront les critères de résidence<sup>10</sup>.

Les villes petites et moyennes ne peuvent plus être perçues par l'aménageur comme de simples extensions aux grandes villes et métropoles, qui dépendent économiquement d'elles,

---

<sup>8</sup> Par ce terme on désigne un moment qui permet de faire passer des mesures et des actions qui n'auraient sinon aucune chance d'exister

<sup>9</sup> On peut citer l'exemple de « l'exode » des franciliens de l'Île de France pour s'établir en région (Les villes face aux crises sanitaires : entre densification et déconcentration, <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/les-villes-face-aux-crisis-sanitaires-entre-densification-et-deconcentration.html>)

<sup>10</sup> Jack Shenker, Cities after coronavirus: how Covid-19 could radically alter urban life, The Guardian, publié le 26 mars 2020.

mais plutôt comme des entités indépendantes mais qui font partie d'un tout territorial ou régional. Une cohésion territoriale, sociale et économique multi scalaire doit guider l'action d'aménagement, et les politiques de développement territorial doivent adopter aussi bien les approches descendantes (Top-down) qu'ascendantes (Bottom-Up).

## **2. Le coronavirus : les urbanismes possibles**

L'urbanisme marocain à longterm a été confiné<sup>11</sup> dans plusieurs approches : l'approche hygiénique, l'approche sécuritaire, et l'approche libérale. La pandémie met en question les différents modèles urbanistiques et interpelle une nouvelle manière de penser l'aménagement et l'urbanisme.

### **2.1 Les approches urbanistiques conventionnelles au Maroc**

Le coronavirus est un phénomène urbain, qui incite le monde à poser la question des urbanismes possibles. Adoptant plusieurs approches, l'urbanisme marocain a toujours été en insuffisance aussi bien pour les pouvoirs publics, que les acteurs de la planification et de la gestion urbaine et les citoyens.

#### **2.1.1 L'approche hygiénique**

Pour l'approche hygiénique, une des plus anciennes au monde, elle donne l'importance à deux aspects importants : la saleté et l'insécurité, elle trouve son origine dans les transformations urbaines des villes européennes à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et début du 20<sup>ème</sup> siècle ; l'insalubrité est un prétexte pour légitimer des pratiques dont l'objectif premier était le contrôle social ou simplement la libération des sols des centres villes. Cette approche reste fortement marquée par le contexte historique de son élaboration, les préoccupations étaient alors centrées sur le contrôle social et les luttes contre les épidémies<sup>12</sup>.

Le Dahir du 8 décembre 1915 présente une première définition de l'insalubrité des habitations, ainsi au terme de son article 1er « lorsqu'un immeuble bâti ou non, adossé ou non à la voie publique, paraît dangereux pour la santé des occupants et des voisins ». De fait, jusqu'en 1930, la lutte contre l'insalubrité du milieu urbain, s'identifie avec la lutte contre les

---

<sup>11</sup> Ce mot sonne particulièrement dans la situation actuelle

<sup>12</sup> Centre d'études et recherches en aménagement, l'insalubrité dans le bâti urbain, Al maouil, n°1, juin 1991, p.8



épidémies<sup>13</sup> dans les quartiers où loge la population marocaine. Ainsi les qualificatifs attribués à l'habitat insalubre fait référence aux épidémies et maladies ; il est question de « lèpre urbaine », de « poches enkystées », de « points noirs », etc...

L'approche sécuritaire, est venue adosser la première, puis se confirmer comme choix de l'action publique en matière d'habitat et d'urbanisme. Les instruments urbanistiques, selon cette optique sont des moyens pour offrir un état psychologique pour le citoyen afin d'assurer sa sécurité et la sécurité en général<sup>14</sup>.

### **2.1.2 L'approche sécuritaire**

L'émeute urbaine a certainement façonnée les politiques urbaines au Maroc depuis les premières émeutes (l'ère de protectorat) passant par les émeutes des années 80 et 90 du siècle dernier dans les grandes villes du royaume.

Le maillage administratif et la politique institutionnelle concrétisée par la création des agences urbaines visaient le contrôle des territoires aussi bien par le découpage administratif que par la maîtrise de l'espace à travers une planification à la Haussmann<sup>15</sup>.

Dans cette optique, plusieurs agences urbaines ont été créées : en 1984 la création de la première agence urbaine à Casablanca dans un contexte de fortes tensions sociales (émeutes de 1982) sa vocation est sécuritaire ; le contrôle et la maîtrise de la ville, et depuis 1992, et toujours suite aux émeutes urbaines et impératifs sécuritaires d'autres agences urbaines sont créées surtout dans les grandes villes.

### **2.1.3 L'approche libérale**

L'approche libérale a mis l'aménagement et l'urbanisme au pas de l'opportunité foncière, la production massive de logement sociaux, et la création des villes nouvelles.

---

<sup>13</sup> Abderrahmane Chorfi, l'insalubrité dans l'habitat urbain au Maroc : définitions et diagnostic, publication du centre d'études et de communication de l'ANHI, septembre 1995, p.20

<sup>14</sup> « ...sans la sécurité matérielle des personnes il est vain d'espérer en leur adhésion à l'effort commun de développement. Parce que l'insécurité qui caractérise l'existence d'un bidonvillois, par exemple, peut être source de gestes désespérés... En fait, nous sommes prêts à faire le pari qu'un changement radical dans la situation psychologique du bidonvillois doit entraîner une mobilisation, elle aussi radicale, de l'énergie et des ressources individuelles...le bidonville est lié au sentiment d'insécurité de ces populations ...accordant la sécurité en accordant la propriété du sol et l'espoir renaître... » (Mohamed OUFKIR Ministre de l'Intérieur, de l'Urbanisme et de l'Habitat, la position du ministère de l'intérieur à l'égard des problèmes d'habitat, d'urbanisme, et d'aménagement régional, lamalif, novembre 1970, n° 43, PP.23-24)

<sup>15</sup> George-Eugène Baron Haussmann à qui on doit les transformations de Paris sous le Second Empire, ces interventions urbanistiques sont caractérisées d'hygiénique et sécuritaire.

De ce point de vue, la planification stratégique n'est plus pertinente. Dans une approche descendante d'un territoire sur la base des documents d'urbanisme hiérarchisés, on peut facilement relever les écarts voire les contradictions entre les documents stratégiques, les documents opérationnels, et la gestion par projet. L'investissement vient apporter un pragmatisme à l'urbanisme en le liant au projet et son apport économique, plus qu'au territoire.

Si la négociation entre acteurs et intérêts sera toujours une constante en matière d'urbanisme, son impact est certainement plus concret quand il est question d'un projet d'investissement, que lors de la planification territoriale. Selon cette approche l'urbanisme est invité à être utile, et ses praticiens à délaissier la planification démiurge pour s'atteler à répondre, à innover, à coordonner, et donner un sens à une réalité de plus en plus complexe. Cette réalité est réduite aux dimensions économiques, et peut être mesurée par des indicateurs quantitatifs (cout d'investissement, postes d'emploi à créer, nombre d'équipement...). Toutefois, les dimensions sociales, et culturelles sont omises.

## **2.2 Coronavirus l'urbanisme repensé**

Si l'aménagement de territoire est une action géographique puisqu'il contribue à façonner la géographie d'un certain territoire en agissant sur une ou plusieurs de ces variables, l'urbanisme est souvent défini comme l'organisation spatiale des établissements humains. L'urbanisme est une pratique, une manière de faire, une praxis c'est-à-dire une action. Il désigne l'ensemble des sciences, des techniques et des arts relatifs à l'organisation et à l'aménagement des espaces urbains. De ce fait, cette discipline à une vocation urbaine.

Le coronavirus est aussi un phénomène urbain, ce sont les grandes villes, les métropoles du monde : Milan, Londres, Paris, Madrid, New York, Casablanca... qui subissent le plus son impact. Dans cette perspective, l'urbanisme est certainement à mettre en question, ou plutôt se sont ses objectifs, ses principes et ses perspectives qui sont objets de questionnements dans chaque pays, mais aussi dans chaque métropole, dans chaque région, et dans chaque ville du monde car l'urbanisme est certainement pluriel.

### **2.2.1 L'urbanisme et la pandémie**

La naissance de l'urbanisme et son essor sont fortement liés aux questions de santé. Mais encore, c'est grâce à des actions urbanistiques telles que la création de nouvelles formes

urbaines (les grandes percées par exemple), le système d'espace vert, les réseaux d'égouts et d'adduction d'eau que les épidémies de typhoïde, de scarlatine et surtout de choléra sont freinées, alors que la médecine a été incapable d'agir.

L'urbanisme répondait à la question épidémiologique par de simples mesures qui relèvent plus du bon sens que de la compétence scientifique, il visait comme disait le Corbusier à rétablir les conditions de la nature dans la ville : résoudre le problème de santé par le soleil, l'air, la lumière.

Suite au progrès de la médecine confirmé depuis la deuxième moitié du siècle dernier, l'urbanisme s'est détaché de « la problématique sanitaire ». Il est devenu postmoderne, dans une approche purement formaliste, voire esthétique, sans véritable préoccupation sociale ou sanitaire<sup>16</sup>.

Paradoxalement, le coronavirus fait jouer à l'urbanisme un autre rôle. En effet, l'urbanisation, la déforestation, et l'industrie sont les principaux facteurs d'apparition du virus. L'urbanisation, qui ne se soucie point de la protection des habitats sauvages, est la principale responsable du « passage de la barrière d'espèce » c'est-à-dire la transmission d'un virus ou microbes pathogènes d'un animal à un humain, ce qui est le cas pour la plupart des virus les plus mortels du siècle dernier : Ebola, SRAS, grippe aviaire...

Plus encore, se sont les mobilités, les interconnexions urbaines, les espaces publics, les équipements sociaux et économiques, les mobiliers urbains...qui sont accusés à raison d'être les grands accélérateurs de la pandémie.

Les grandes orientations urbanistiques : la croissance illimitée des métropoles, la densification, la périurbanisation excessive, la congestion des centres qui sont sur-densifiés, mais aussi la déterritorialisation, la ville compacte et durable ont fait de la ville dans le contexte du coronavirus un piège pour les populations.

### **2.2.2 Un nouveau modèle d'urbanisme ou le retour à l'urbanisme hygiénique**

Cette crise sanitaire a certainement démontrée l'insuffisance des modèles urbanistiques aussi bien anciens que contemporains. Ainsi, la planification de la ville sur la

---

<sup>16</sup> Albert Lévy, Ville urbanisme et santé, les trois révolutions Editions Pascal, Paris (2012)

base de la charte d'Aalborg<sup>17</sup>, par exemple, qui prône, d'une part, les principes relatifs à l'attitude patrimoniale en partant de l'existant et le mettre en valeur (construire la ville sur elle-même), l'insertion du bâti dans un environnement multidimensionnel, la mixité fonctionnelle et politiques transversales, réduction de la mobilité...n'est plus appropriée.

Et d'autre part, le dépassement des anciens outils de planification urbaine<sup>18</sup>, s'avère une planification dangereuse dans la conjoncture actuelle. Ainsi plusieurs paradigmes sont à redéfinir par exemple : L'espace public a été et pour longtemps un espace de rencontre et de vivre ensemble. Or, actuellement l'espace public est un espace dangereux, un espace de contamination possible, un espace pour non rencontre pour usage individuel, un usage collectif possible mais qui respecte la distance de sécurité. La mobilité collective elle aussi est considérée comme un facteur de propagation de la pandémie.

L'urbanisme aujourd'hui est invité, en premier lieu, à adapter ces choix à la situation pandémique, et en deuxième lieu, à faire appel à plusieurs postulats de départ, les uns ont été délaissés, et les autres constitueront des préalables de réflexion pour l'avenir. Le grand retour de l'urbanisme doit se faire vers l'espace, l'homme, et les préoccupations sanitaires. Mais aussi vers la culture urbaine et les compétences urbaines<sup>19</sup>.

Le coronavirus est certainement, en matière d'urbanisme et de santé, un appel au retour à l'espace. La perception de Pierre Merlin de l'urbanisme paraît d'actualité « *il s'agit en fait de champs d'action pluridisciplinaires par nature qui ne sauraient être l'apanage d'une seule discipline quelle qu'elle soit. Mais la géographie, discipline de l'espace à différentes échelles, est concernée au premier chef* »<sup>20</sup>. Un urbanisme d'espace est certainement plus conscient de la complexité de la planification et plus réactif. L'urbanisme de plan ne peut lire la carte de la réalité, et de ce fait, il ne peut la modifier, car il fait l'omission de l'espace géographique, des risques spatiales, de l'activité humaine, et de la santé physique et psychique des populations.

---

<sup>17</sup> La charte des villes européennes pour le développement durable adopté en 1994 par plus de 650 administrations régionales, locales et municipales dans 32 pays européens

<sup>18</sup> On peut citer par exemple le COS (coefficient d'occupation des sols) qui est un outil technique de régulation de la densité urbaine développé en France à la fin des années soixante.

<sup>19</sup> Le coronavirus a permis la découverte de nouvelles compétences urbaines (Edgar Morin) (des gestes barrières, des comportements, des solidarités...), qui façonneront certainement le devenir de la ville.

<sup>20</sup> Pierre Merlin et Françoise Choay, Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, PUF, octobre 2010, p. 369.

Le retour de l'urbanisme à son occupation sanitaire est d'actualité non seulement pour convertir ces interventions dans le sillage de l'endiguement et non de la propagation du coronavirus, mais aussi parce que les nouvelles pratiques urbaines sont responsables des maladies chroniques, et des maladies de civilisation, et maintenant de la propagation du virus.

Les défis imposés par le coronavirus, et les différentes mesures sanitaires prises ou à prendre pour endiguer la pandémie posent plusieurs questionnements pour l'urbanisme, qui sont pour la plupart des questions d'équité, d'égalité, de citoyenneté, et d'accès pour tous à la ville

### **2.2.3 Consécration de la ségrégation**

L'habitat est l'un des exemples les plus flagrants de la ségrégation de notre urbanisme qui a été révélé par le confinement. Ce dernier a fait de la maison non seulement une entité pour habitation mais plutôt un espace de vie quotidienne, de travail (télétravail), de rencontres virtuelles, d'éducation (enseignement à distance), de divertissement (jeu de société, jeu en ligne...), et même de sport. Il est question de la maison connectée, de la maison virtuelle. La question qui se pose est : est ce que les topologies de l'habitat marocain offrent toutes ses possibilités ? Est ce que le confinement à domicile est possible dans les formes d'habitat social, et d'habitat non réglementaire ?

Le confinement a démontré des contrastes et des ségrégations multiples relatifs à l'accès aux services en ligne et plus particulièrement des services publics en ligne. Mais est ce que nos logements offrent les conditions minimales pour rester chez soi, et garantir une vie quotidienne saine au niveau sanitaire et psychologie pour les populations ? Comment on peut se confiner dans un habitat de moins de 60 m<sup>2</sup> pour une famille moyenne ou nombreuse ?

Nos critères de l'habitat décent sont certainement à revoir, quand il est question de maison de confinement et non d'un gîte ou dortoir. Cette redéfinition de critères est à prendre en compte aussi dans l'habitat social et les opérations de restructuration de l'habitat non réglementaire.

Il faut rappeler que le virus ne fait pas de différenciation sociale, et de ce fait la société humaine mondiale apparaît comme un grand réseau dont l'accès à un nœud équivaux à l'accès total à tous ses liens et interconnexions. L'habitat n'échappe pas à cette parabole de réseau, il constitue un support qui permet d'arrêter l'extension de la pandémie ou de la propager. Le

bien vivre chez soi est maintenant plus qu'une question hygiénique, sécuritaire et humaine, c'est une question sanitaire impliquant et ayant un impact direct sur toute la société...La maison multifonctionnelle est à inventer par l'urbanisme actuel.

### **Conclusion :**

Si l'aménagement de territoire traduit un mode d'action volontaire pour développer ou transformer les territoires avec l'ambition de réduire les inégalités territoriales, l'urbanisme est l'ensemble d'actions concertées visant à disposer avec ordre dans l'espace les habitants, les activités, les équipements et les moyens de communication. Ces deux disciplines se croissent<sup>21</sup> et façonnent de manière déterminante notre cadre de vie.

L'aménagement de territoire a toujours été mis en cause par rapport aux inégalités territoriales, au développement non harmonieux des espaces géographiques et des régions<sup>22</sup>, de la consécration dans notre cas du Maroc utile et Maroc non utile. La régionalisation avancée a renforcé cet état de chose en créant un clivage encore plus dangereux à l'intérieur même de la région à travers des différenciations basées sur : le bipolarisme, sectorisation, la métropoles/villes moyennes et petites/ centres urbains, urbain / rural...

L'urbanisme, à son tour, a été toujours questionné par rapport à la ségrégation sociale, et la création de ses différents effets physiques, sociaux, et sanitaires qui constituent un facteur de risque pour les populations, en générant, les maladies de la civilisation (stress, dépressions...), l'isolement, l'individualisme croissant, les inégalités socio-économiques, et les ségrégations spatiales.

Dans cette optique, Le coronavirus fait appel à la dimension la plus importante dans les deux disciplines : le volontarisme. La pandémie invite à une démarche plus pragmatique, plus territorialisée et plus ouverte à l'intelligence et la culture collective des territoires.

Il serait opportun de rêver dans un monde virtuel et dématérialisé, d'un urbanisme dont l'aire d'étude dépasse l'espace d'une maison ou d'un quartier, et d'un aménagement qui se consacre en priorité aux territoires les plus délaissés par la dynamique de développement.

---

<sup>21</sup> Pouyet Frébault et Bernard, Renforcer les formations à l'Urbanisme et à l'Aménagement, CGPC n° 2004-0332-01, Janvier 2006, P.24 (<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/064000663.pdf>)

<sup>22</sup> Claude DELMAS - L'Aménagement du territoire - n°987 de la collection QUE SAIS-JE ? - 1<sup>ère</sup> Edition - P.U.F. - Paris - 1963

## Bibliographie

- ✓ Di Méo Guy, De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie L'information géographique, n°3, 1998
- ✓ Bernadette MERENNE-SCHOUMAKER, Les disparités et les dynamiques territoriales Introduction méthodologique, Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, 1994
- ✓ Alber Lévy t, Ville urbanisme et santé, les trois révolutions Editions Pascal, Paris (2012)
- ✓ Pierre Merlin, l'urbanisme, 13e édition mise à jour, Paris, Puf, « Que sais-je ? Paris Mars 2022 (version numérique)
- ✓ Pierre Merlin et Françoise Choay, Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, PUF, octobre 2010
- ✓ DELMAS Claude - L'Aménagement du territoire - n°987 de la collection QUE SAIS-JE ? - 1<sup>o</sup>Edition - P.U.F. - Paris - 1963
- ✓ Pouyet Frébault et Bernard, Renforcer les formations à l'Urbanisme et à l'Aménagement, CGPC n° 2004-0332-01, Janvier 2006
- ✓ Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences Sociales FLSH - Université Ibn Zohr Agadir, Le coronavirus à l'assaut des villes Pour une approche interdisciplinaire de la crise sanitaire, Sous la direction de Zouhir EL BHIRI et de Brahim LABARI, 2021
- ✓ Hannah Arendt , Les Origines du totalitarisme. Le totalitarisme, Paris, Gallimard, 2002,
- ✓ Edgar Morin, changeons de voie les leçons du coronavirus, DENOEL, édition électronique, 2020
- ✓ Jack Shenker, Cities after coronavirus: how Covid-19 could radically alter urban life, The Guardian, publié le 26 mars 2020.
- ✓ <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/les-villes-face-aux-crisis-sanitaires-entre-densification-et-deconcentration.html>